

geant l'initiative, on étouffe sérieusement l'activité génératrice d'impôts. Donc, lorsque les taux d'imposition ont atteint cette plage prohibitive et régressive, il y a intérêt à essayer une réduction générale d'impôt.

Cela veut dire que si vous imposez les contribuables au taux de 10 p. 100, si vous percevez 10 p. 100 en impôt, la population continue de travailler. Vous pouvez la taxer à 20 p. 100 et elle continuera quand même de produire au maximum. Vous pouvez l'imposer à 30 p. 100 ou à 40 p. 100, mais aux alentours de 40 p. 100 une résistance commence à se faire sentir. Nous avons tous entendu dire, ici à la Chambre, que les gens commencent à calculer, que cela ne vaut pas la peine de faire des heures supplémentaires, ni même de travailler du tout. Nous avons atteint le point où les gens se disent, non seulement que cela ne vaut pas la peine de travailler, mais qu'on y gagne à s'inscrire à l'assurance-chômage. L'an dernier j'ai embauché un étudiant, monsieur l'Orateur, et il a perdu \$30 par mois à travailler pour moi. Il gagnait un peu plus que le salaire minimum, mais \$20 de moins par mois que s'il n'avait pas travaillé.

Lorsqu'on est imposé aux environs de 40 p. 100, ou n'a plus intérêt à travailler. Cela fait qu'au lieu de percevoir plus d'impôts, nous constatons que les gens s'inscrivent de plus en plus à l'assurance-chômage ou au bien-être social, ou qu'ils ne font plus d'heures supplémentaires. Il n'y a plus d'intérêt à produire plus, à travailler plus dur et plus longtemps.

Au Canada nous avons atteint ce point-là. Augmenter les taux d'imposition, c'est diminuer les recettes. Plus nous augmentons les impôts, et moins nous en percevons. C'est là une loi économique que l'histoire a toujours vérifiée, et qu'on commence à comprendre aux États-Unis. Le sénateur Kemp des États-Unis—un éventuel candidat à la présidence—l'a reconnu. Des forces se rallient maintenant à ses côtés qui reconnaissent qu'une réduction majeure de l'impôt aiderait l'économie des États-Unis, comme aussi celle de n'importe quel pays industrialisé de l'Ouest.

La clé, c'est de permettre aux producteurs de garder un peu plus de ce qu'ils produisent, et les résultats les plus marquants proviendront de la réduction des taux où ils sont le plus élevés. Si les réductions d'impôt diminuent plutôt qu'elles n'augmentent les récompenses pour les producteurs les plus doués, aptes et spécialisés, elles feront plus de tort que de bien.

Les impôts élevés et l'inflation pressurent la classe moyenne au point où elle craint pour sa propre survie. De simples ambitions, jusqu'à tout récemment possibles pour n'importe quelle famille de classe moyenne, semblent aujourd'hui irréalisables. Tous, dans notre société canadienne, nous comptons bien pouvoir un jour nous assurer une maison, à nous et à notre famille. C'est un espoir, une aspiration fondamentale, minimale des Canadiens qu'un grand nombre d'entre eux ont réalisé. Mais voilà que soudainement, dans notre économie obérée par des impôts excessifs, les gens constatent ne plus pouvoir se permettre une maison. D'aucuns prétendront que c'est faux, que plus de personnes s'achètent une maison, mais en fait un plus grand nombre de propriétaires perdent leurs maisons, et avec leur placement, leur source d'encouragement et tout ce qui s'ensuit.

Des chiffres récents indiquent que 850,000 Canadiens devraient pouvoir s'acheter une maison mais ne peuvent se le permettre. Le chômage nuit à notre économie. Vivre de l'assu-

Impôt sur le revenu—Loi

rance-chômage et de l'assistance publique démoralise. Les saisies au Canada se multiplient à une cadence alarmante. Les chiffres que j'ai reçus pas plus tard qu'aujourd'hui indiquent que dans le cas des maisons achetées en vertu de la LNH les saisies sont de 150 p. 100 plus élevées en 1977 qu'en 1976. Si cette tendance se maintient, en 1978 elles seront deux fois plus nombreuses qu'en 1977. De 1975 à 1978, leur pourcentage a augmenté de 1400 p. 100. Autrement dit, depuis trois ans, quelque chose va tout de travers dans notre économie puisque les Canadiens ont vu étouffer leur idéal fondamental, celui d'être propriétaire de leur maison.

Il a été étouffé parce que le gouvernement a décidé de subventionner la propriété par l'intermédiaire du programme PAAP. Ce programme est donc devenu très en vogue. Les gens achetaient des maisons, s'attendant que la valeur de leur propriété augmente avec les années et que leur revenu net augmente aussi, ce qui leur permettrait avec le temps d'effectuer des paiements plus importants. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Une maison de Vancouver achetée pour \$47,000 dans le cadre du PAAP il y a deux ans se vend maintenant \$43,000. En d'autres termes, la maison, loin de prendre de la valeur, en a perdu.

● (2102)

En outre, tandis que le salaire du propriétaire augmentait dans les proportions permises par le contrôle des salaires, son revenu net baissait. Le propriétaire effectuait ses paiements à même son revenu net. Par conséquent, lorsque les paiements hypothécaires ont augmenté, il n'avait plus les moyens d'honorer sa dette. Ses paiements hypothécaires mensuels sont passés d'environ \$370 à \$500, une somme qu'il n'était plus en mesure de payer. Il s'est rendu compte que même s'il avait pu payer cette somme, il n'aurait pu payer les intérêts—ses paiements ne suffisaient pas à liquider les intérêts—et que la maison qu'il avait achetée au prix de \$47,000 trois ans auparavant lui coûtait maintenant \$50,000. Il doit maintenant \$50,000 sur une maison qui ne vaut plus que \$43,000.

Qu'est-il arrivé à cet homme? Il paie \$500 par mois sur un investissement de \$50,000 qui n'en vaut plus que \$43,000. Que fait-il alors? Il fait comme le programme suggère, il fait le «saut», mais dans une autre municipalité et au lieu de payer \$500 par mois, il s'en va acheter une nouvelle maison pour \$43,000. Ses paiements, au lieu de passer de \$370 à \$500 par mois, sont tombés à \$330 parce que l'investissement initial est de \$43,000. Qui absorbe la différence? La Société d'assurance hypothécaire du Canada. Qui sont ces gens-là? Vous et moi qui, au départ, avons aidé cet homme à acheter une maison. Les propriétaires qui ont acheté leur maison en paient deux et trois fois le prix.

Le problème des saisies est grave. Il y en a eu 139 en 1975. Ce nombre est passé à 246 en 1976. En 1977, il avait grimpé à 244. Et tout cela en vertu de la loi nationale sur l'habitation. Si nous multiplions ce nombre par quatre pour savoir combien il y aura de saisies cette année, en admettant qu'elles continuent à ce rythme-là, il est fort probable qu'elles passeront de 630 qu'elles étaient l'année dernière à environ 1,200 à 1,500 cette année.

C'est inacceptable, mais c'est la réalité que nous découvrons avec le bill C-56. Les Canadiens qui nourrissaient ces très modestes espoirs découvrent en effet qu'ils deviennent irréalisables. Les gens croyaient avoir les moyens d'offrir une forma-